

## **Congrès 2024 de l'Association belge francophone de science politique - Appel à communications**

Le Congrès triennal de l'ABSP 2024, qui aura lieu du 31 janvier au 2 février 2024 à Liège, aura comme thème « la science politique au défi du vivre-ensemble ». Les propositions de communication en anglais ou en français de 300-500 mots sont à envoyer au plus tard le 27 octobre 2023 aux organisateur/organisatrices de la section thématique :

Arthur Borriello, Institut Transitions, Université de Namur, [arthur.borriello@unamur.be](mailto:arthur.borriello@unamur.be)

Isil Erdinç, Centre de recherche METICES, Université libre de Bruxelles, [isil.erdinc@ulb.be](mailto:isil.erdinc@ulb.be)

Cécile Piret, Centre de recherche METICES, Université libre de Bruxelles, [cecile.piret@ulb.be](mailto:cecile.piret@ulb.be)

### **Section thématique :**

#### **Partis et syndicats, toujours frères ? Echanges, adhésions, politisations**

Ce panel prolonge les réflexions menées au sein du Groupe de travail « Questions sociales-conflits sociaux » de l'ABSP. Dans un contexte marqué par le déclin des corps intermédiaires dans les sociétés occidentales, qui se manifeste en Belgique à travers l'érosion des piliers historiques, il se penche sur l'évolution des relations entre partis politiques et syndicats et le devenir des dynamiques de politisation au/par le travail, en se focalisant sur le cas belge tout en laissant la porte ouverte à des éclairages comparés. Envisagé à partir de l'articulation de trois pans habituellement cloisonnés de la littérature (sociologie du syndicalisme, histoire sociale et science politique), le panel vise à rassembler des chercheurs qui proposent une grille d'analyse transversale et innovante permettant de mettre en lumière les effets socio-politiques de long terme produits par la structuration particulière de la société belge.

Des travaux récents en sociologie du syndicalisme donnent à voir un regain d'intérêt pour les questions liées à la politisation des travailleur.e.s et à la dimension politique de l'engagement syndical dans un contexte de déclin tendanciel et conjugué de l'activité syndicale de la forme-parti (Allal et Yon, 2020 ; Béréni, 2023 ; Bérout, Giraud, Yon, 2018 ; Caraway, T., Ford, M., 2020 ; Erdinç, 2018 ; Mischi, 2017 ; Piret, 2022 ; Seongcheol, 2022 ; Quijoux, 2018). Le cas belge a ceci d'intéressant et de spécifique que, compte tenu de la structure pilariée de la société, marquée par des liens organiques puissants entre syndicat et parti d'un même pilier, la désintermédiation à l'œuvre n'affecte pas uniquement chacun de ces acteurs pris séparément mais bouleverse les relations qui les unissent. La littérature sur les relations entre les partis politiques et les syndicats belges se décline en trois champs d'études. Les recherches socio-historiques étudient les fondements politiques et idéologiques du mouvement ouvrier et les processus de construction du mouvement syndical (Alaluf, 2005; Bolle, 2013; Faniel, 2011). Une partie de la littérature en sociologie étudie l'évolution de la capacité d'action des organisations syndicales et de leur rôle dans les mouvements sociaux et la société civile (Bellal et al., 2003 ; Faniel, Gobin et Paternotte, 2017 ; Faniel et Gobin, 2020 ; Pasture, 2014). Il existe également des recherches descriptives sur le syndicalisme et le système politique qui visent à produire des synthèses, des analyses exhaustives, des repères historiques et institutionnels et des comparaisons intra-Belgique (Chelpner, B.S., 1956). Ces recherches suggèrent que le lien aux partis est perçu par les dirigeants syndicaux comme condition de l'insertion dans le système

de la décision politique (Alaluf, 2005 ; Faniel et Gobin, 2020). Les liens entre partis et syndicats belges reposent sur la notion d'« échange politique » lors duquel les syndicats et les partis se soutiennent mutuellement, ce qui leur permet de consolider leur gains de façon réciproque (Alaluf, 1999). Cet échange politique configure les répertoires d'action collective des syndicats de telle façon à préserver ces relations privilégiées avec les autorités politiques (Faniel et Gobin, 2020).

Dans un contexte de déclin syndical (Andolfatto et Labbé, 2000 ; Dufresne et Zune, 2022), d'affaiblissement des partis politiques établis au profit de partis-mouvements (Borriello, 2018 ; Cervera-Marzal, 2021 ; Frogner, 1996) et de non-participation politique ou de « *droitisation des classes populaires* » (De Waele et Vieira, 2012 ; Faniel, 2000 ; Ferreras, 2007 ; Flavin, 2016), ce panel propose de revisiter les relations privilégiées entre les syndicats et leurs partis-frères au sein de chaque pilier en Belgique. Comment les dynamiques internes aux syndicats et aux partis politiques, et les relations de collaboration/compétition entre ces deux types d'acteurs, sont-elles à la fois structurées par le caractère pilarisé de la société et reconfigurées par le processus de dépillarisation ? Dans quelle mesure cette structure en voie d'érosion facilite-t-elle ou empêche-t-elle le tissage de relations entre les nouveaux acteurs du champ partisan et les syndicats ? Dans quelle mesure ce contexte reconfigure les carrières militantes et les conversions professionnelles d'un champ à l'autre ? Mais aussi, comment des partis politiques plus récents et/ou extérieurs à la structuration pilarisée de la société belge cherchent-ils à établir des relations avec l'acteur syndical, reconfigurant dès lors ces relations au sein des piliers traditionnels ?

À la croisée de l'étude des démocraties représentatives, de la sociologie des partis politiques ainsi que la sociologie du syndicalisme, des relations professionnelles et de la sociologie du travail, ce panel contribue au dialogue entre la science politique (sociologie politique, action publique, sociologie de l'action collective et de l'engagement politique, sociologie des régimes politiques) et la sociologie (sociologie du syndicalisme, des relations professionnelles et du travail) non seulement à partir du cas spécifique belge mais aussi à partir des ouvertures de comparaisons internationales. Le panel est ainsi ouvert à toutes les propositions portant sur des comparaisons locales, régionales et internationales. Sans être limitées à cela, les propositions pourront s'articuler par exemple autour de deux axes :

### ***Axe I. Adhésion syndicale, engagement politique et comportements électoraux***

Cet axe invite d'une part à étudier les effets des rapports différenciés au politique sur l'adhésion syndicale, la participation (ou non) des travailleur.e.s syndiqué.e.s aux élections sociales et aux grèves au niveau de l'entreprise et d'autre part, à analyser les effets des conditions de travail et de la socialisation professionnelle sur la politisation et l'engagement politique. Cet axe est également en dialogue avec les travaux qui étudient les comportements électoraux dans le contexte de sociétés diversifiées et caractérisées par des inégalités sociales, abordées en particulier depuis la protection syndicale et les fragmentations du marché du travail.

Cet axe s'inspire notamment de deux recherches quantitatives publiées par le CRISP : l'enquête menée par Jean Faniel, Carl Devos, Steven Lannoo et Manu Mus (2011) sur les membres de la CGSLB et celle conduite par Mark Swyngedouw, Koen Abts et Bart Meuleman (2016) sur les syndicats et syndicalisme en Belgique. A travers une enquête quantitative, les chercheurs se sont focalisés sur le profil des membres de la CGSLB, leur rapport à leur syndicat

et au syndicalisme, et leurs opinions sur la société et sur la politique. L'enquête quantitative sur l'électorat belge de Swyngedouw et al. (2016), quant à elle, comprend une analyse sur l'affiliation syndicale, les raisons de s'affilier à un syndicat, la perception des syndicats, la confiance dans les syndicats, la perception du droit de grève et les idées de gauche et de droite. L'analyse de la diversité des trajectoires et des caractéristiques socioprofessionnelles des syndicalistes et des militants politiques peut permettre de comprendre le rôle joué par les appartenances et les ressources politiques dans la construction d'une identité syndicaliste ou le rôle joué par le travail et les relations collectives de travail dans les processus de politisation.

## ***Axe II. : La circulation des enjeux et des répertoires d'action entre les partis politiques et les syndicats***

Cet axe invite à se focaliser sur la transmission des enjeux, revendications, programmes et agendas entre les syndicats et les partis politiques. Il cherche à comprendre comment le rapport au politique et le rapport au syndicalisme s'observe en pratique (Frymer, 2010). Les réflexions dans cet axe s'insèrent dans des débats en cours, au sein de la science politique, autour des effets de la désintermédiation pour l'organisation, l'idéologie et le fonctionnement des partis politiques. La relation entre les partis et d'autres corps intermédiaires (syndicats, associations, coopératives, mutuelles, etc.) étant au cœur de la façon dont les clivages se sont structurés et institutionnalisés dans plusieurs pays européens, et singulièrement en Belgique, la question de la transformation du rapport entre partis et syndicats occupe une place importante dans ce panel. L'étude des formes de concurrence entre acteurs politiques établis et nouveaux partis pour la présence et l'influence au sein des organisations syndicales permettent de jeter une lumière différente sur l'évolution des stratégies syndicales vis-à-vis des organisations partisans. En quoi les enjeux syndicaux, partisans ou les "nouveaux" enjeux (crise écologique, crise migratoire, inégalités de genre, de classe et d'ethnicité etc.) font courir les syndicalistes et les militants politiques au niveau local ? Quelles variations locales (secteurs et au niveau de l'entreprise), régionales, nationales et internationales ?

Un objectif central du panel est ainsi de mettre à l'épreuve du terrain les rapports syndicat-politique aux contours complexes et de faire le lien entre cette complexité et les leviers d'action aux niveaux syndical et partisan, tant à partir d'approches "par le bas" que d'approches par "le haut". Il sera l'occasion d'établir un état des lieux sur les recherches actuelles et leur compréhension des phénomènes, en particulier en Belgique, de politisation, de la participation politique, du vote ainsi que de la concertation sociale dans une démarche interdisciplinaire (sociologie, science politique, histoire, droit).

## **Bibliographie**

- Alaluf, M. (dir.), *Changer la société sans prendre le pouvoir. Syndicalisme d'action directe et renardisme en Belgique*, Bruxelles, Labor, 2005
- Allal, A., Yon, K., « Citoyennetés industrielles, (in)soumissions ouvrières et formes du lien syndical : pour une sociologie politique des relations de travail », *Critique internationale*, vol. 87, no. 2, 2020, pp. 15-32
- Andolfatto, D., Labbé, D. *Sociologie des syndicats*. La Découverte, 2000
- Arcq, E., Capron, M., Léonard, E, Reman, P. (dir.), *Dynamiques de la concertation sociale*, CRISP, Bruxelles, 2010

- Bellal, S., Berns, T., Cantelli, F., Faniel, J., *Syndicats et société civile : des liens à (re)découvrir*, Editions Labor, 2003
- Béréni, L., *Le management de la vertu. La diversité en entreprise à New York et à Paris*, Presses de Science Po., Paris, 2023
- Berlivet, Luc, Sawicki, Frédéric, « La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes CFTC de Bretagne dans l'après-guerre », *Politix*, vol.7, n° 27, 1994, p. 111-142 ;
- Biard, B., « Les partis frères en Belgique : les relations entre le CDH et le CD&V », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2020, 2467-2468, 5-74 ;
- Bolle, F., *La mise en place du syndicalisme contemporain et des relations sociales nouvelles en Belgique (1910-1937)*, Thèse de doctorat en histoire, Université libre de Bruxelles, Faculté de philosophie et lettres, soutenue le 25 septembre 2013
- Borriello. A., *Quand on n'a que l'austérité. Abolition et permanence du politique dans les discours de crise en Italie et en Espagne (2010-2013)*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 2018
- Caraway, T., Ford, M., *Labor and Politics in Indonesia*, Cambridge University Press, 2020
- Cervera-Marzal, M., *Le populisme de gauche: Sociologie de la France insoumise*. La Découverte, 2021
- Chelpner, B.S., Cent ans d'histoire sociale en Belgique, ULB, Bruxelles, 1956 ; Alaluf, M., « Le modèle social belge », in Delwit, P., De Waele, J-M., Magnette, P. (dir.), *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe*, PUF, Paris, 1999
- De Waele, J-M., Vieira, M., *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Economica, Paris, 2012
- Delwit, P., De Waele, J- M., Rea, A, *L'extrême droite en France et en Belgique*, Editions Complexe, 1998
- Dufresne, A., Zune, M., « Le syndicalisme belge au prisme des Gilets Jaunes », in Bérout, S., Dufresne, A., Gobin, C., Zune, M. (dir.), *Sur le terrain avec les Gilets Jaunes*, 2022, p. 89-106
- Erdoğan, I., *Syndicats et politique en Turquie. Les ressorts sociaux du pouvoir de l'AKP*, Editions Dalloz, Paris, 2018
- Faniel, Gobin, Paternotte, « Les mouvements sociaux en Belgique, entre pilarisation et dépillarisation », *Beep. Bulletin de liaison électronique de l'éducation permanente*, n° 2, décembre 2017, pages 6-9
- Faniel, J., Gobin, C., « Les relations entre syndicats et partis politiques : un frein à la mobilisation sociale ? », in Faniel, J., Gobin, C., Paternotte, D. (dir.), *Se mobiliser en Belgique*, ABSP, Bruxelles, 2020
- Faniel, J., *Le vote d'extrême droite en Belgique francophone*, Mraz, 2000
- Faniel, J., Devos, C., Lannoo, S., Mus, M., « Les membres de la CGSLB et leur syndicat », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2011, 2097-2098, 5-53
- Ferreras, I., *Critique politique du travail. Travailler à l'heure de la société des services*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007
- Flavin, P., « Labor Union Strength and the Equality of Political Representation », *British Journal of Political Science*, 48(4), 2018, 1075-1091 ;
- Frymer, P., « Labor and American Politics », *Perspectives on Politics*, 2010, 8(2), 609-616

- Gracos, I., « Grèves et conflictualité sociale en 2020: I. Concertation et mobilisation aux niveaux interprofessionnel et sectoriel », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2020, 2511-2512, 7-130
- Mabille, X., *Nouvelle histoire politique de la Belgique*, CRISP, 2011
- Mair, P., *Ruling the Void. The Hollowing out of Western Democracy*. London, Verso, 2013
- Mischi, J., "Essor du FN et décomposition de la gauche en milieu populaire », in Mauger, G., Pelletier, W. (dir.), *Les classes populaires et le FN*, Editions du Croquant, 2017
- Pasture, P., « 20. *Le pilarisme belge : les fruits doux et amers du succès des mouvements sociaux en Belgique* », Michel Pigenet éd., *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*. La Découverte, 2014, pp. 229-237
- Piret, C., *En quête de conscience de classe. Etude de cas élargie des subjectivités de classe des anciens ouvriers de la sidérurgie liégeoise face aux restructurations*, Thèse de doctorat en sciences politiques et sociales, Faculté de philosophie et de sciences sociales, Université libre de Bruxelles, soutenue le 3 octobre 2022
- Quijoux, M., *Adieux au patronat. Lutte et gestion ouvrières dans une usine reprise encoopérative*, le Croquant, 2018
- Seongcheol, K., « The Limits of Party Unionism: Far-Right Projects of Trade Union Building in Belgium, France, and Germany », *Journal of Contemporary European Studies*, 2022
- Swyngedouw, M., Abts, K. & Meuleman, B., « Syndicats et syndicalisme : perceptions et opinions », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2016, 2298, 5-44